

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

INSERTIONS

Annonces, la ligne, 20
Réclames, 30
Faits divers, 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées,
sauf restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.

Les articles communiqués doi-
vent être remis au bureau du
journal la veille de la reproduc-
tion, avant midi.
Les manuscrits déposés ne
sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-
poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 11 MARS

A LA CHAMBRE

Mardi soir, 10 mars.

Au cours de la suite de la discussion de la proposition de loi de M. Méline tendant au dégrèvement de l'impôt foncier pour les champs ensemencés en blé au printemps de 1891, M. Rouvier a subi un furieux assaut de l'extrême gauche.

Comme le gouvernement, par l'organe du ministre des finances, demandait à la Chambre de repousser l'amendement de M. Le Hérisse tendant au dégrèvement de la cote mobilière des ouvriers payant un loyer de moins de deux cents francs, M. de Douville-Maillefeu a demandé le renvoi de toute la proposition au gouvernement.

M. de Mahy, qui présidait à la place de M. Floquet, malade de l'accès de colère qu'il a eu hier contre l'honorable comte de Bernis, a fait observer que c'était contraire au règlement, la Chambre ayant déjà voté les principaux articles de la proposition.

A cette réponse, M. de Douville-Maillefeu s'est animé et le débat n'a pas tardé à dévier.

Le fougueux député, sans faire la distinction des gaspillages et des dépenses utiles faites dans l'intérêt de l'agriculture, a fait une incursion dans la gestion financière de la République.

Avec raison il a montré la banqueroute menaçante, avançant chaque jour et prête à jeter la France dans la ruine, mais il n'a pas saisi que, dans la circonstance actuelle, la somme de six millions votée par la Chambre est destinée à aider les agriculteurs et leur venir en aide dans la détresse où ils sont plongés par l'hiver rigoureux qui vient de sévir.

M. Rouvier est alors intervenu, et, demandant à la Chambre de repousser l'amendement de M. Le Hérisse, il a eu le cynisme d'avouer que si le gouvernement avait soutenu la proposition Méline, c'était parce qu'il avait senti qu'il se heurterait autrement à une majorité décidée, et il a ajouté que, d'ailleurs, quant à lui, il ne serait pas fâché du rejet complet de la proposition au vote sur l'ensemble.

Cette théorie fantastique, qui supprime la responsabilité ministérielle et qui transforme le Cabinet en simple bureau d'enregistrement, a soulevé des protestations sur tous les bancs de la Chambre, et M. Millerand s'en est fait l'écho.

Comment ! le gouvernement est hostile à une proposition, et il la soutient pour ne pas être mis en minorité ? et le ministre des finances, chargé ensuite de la défendre, déclare avec désinvolture que son rejet le réjouira ?

Sentant le terrain céder sous ses pas, M. Rouvier a battu en retraite ; il a nié avoir tenu le langage que tout le monde avait entendu, et la Chambre, le laissant dans sa confusion, s'est contentée de repousser par 316 voix contre 149 l'amendement de M. Le Hérisse et d'adopter l'ensemble du projet par 326 contre 179. Pour une fois, la Chambre a accordé quelques secours aux cultivateurs. Il faut espérer qu'elle ne s'en tiendra par là.

LE PRINCE NAPOLEON

A l'heure où paraîtront ces lignes, le prince Jérôme-Napoléon aura peut-être cessé de vivre.

Il ne m'appartient pas de juger sa carrière et de dresser, devant son lit de mort, le réquisitoire de l'historien. Je me bornerai à rappeler certains côtés typiques de cette physionomie.

Le prince Jérôme-Napoléon, fils du prince Jérôme, roi de Westphalie, mort aux Invalides, en 1860, et de la reine Catherine, née princesse de Wurtemberg, est né le 9 septembre 1822. Il a donc, aujourd'hui, soixante-huit ans, et bien que voûté, presque bossu, il avait encore, en ces dernières années, la démarche assurée et le corps robuste. Je me souviens l'avoir vu, en 1885, arpentant les planches, à Trouville, avec deux de ses amis qui ne lui donnaient même pas la place du milieu ; il marchait gaillardement et sa grande taille faisait un singulier effet avec la tête penchée en avant et les épaules courbées.

En 1886, je le vis passer une autre fois, un matin, sur l'avenue du Trocadéro, se promenant à pied avec M^{me} de *** que je ne nommerai pas. Il était de méchante humeur et la conversation paraissait aigre-douce.

C'était, à ce que disent ceux qui l'ont connu, un brutal en paroles, et parfois en actions. Son père ne l'aimait guère ; il lui reprochait de fréquenter une mauvaise société, ce dont pourtant le roi Jérôme ne s'était guère privé, même étant roi de Westphalie.

Lorsque le prince Napoléon s'est brouillé avec son fils le prince Victor, ce fut au sujet d'une visite que le jeune prince avait reçue de Jules Amigues. Il fit venir son fils à Moncalieri, et là, après lui avoir reproché ces pourparlers avec un bonapartiste catholique, la conversation s'échauffant, il finit par donner à son fils une paire de soufflets et le mit à la porte par les épaules... et le reste.

Plus tard, il apprit que des amis du prince Victor avaient constitué entre eux le capital nécessaire pour faire au prince une rente de quarante mille francs. Il entra alors dans une nouvelle fureur, déclara que son fils « se faisait entretenir », et défendit qu'on lui en parlât désormais.

Les noms des six bonapartistes en question sont connus ; je n'en citerai qu'un, M. Béhic, qui vient de mourir.

Le prince Napoléon a environ trois cent mille francs de rente ; il a toujours été généreux envers ses amis, et n'a jamais souffert qu'un paiement fût en retard. C'est le meilleur éloge qu'on ait fait de lui.

De sa conduite en Crimée, je ne parlerai pas, les avis étant très différents à cet égard. On a prétendu que l'impératrice, qui ne l'aimait pas et le craignait, avait été heureuse des bruits qui couraient au sujet de son cousin, et des officiers ont affirmé que le prince avait très correctement rempli ses devoirs militaires. Mais il y a des fatalités dans la vie : le prince Napoléon eut le choléra en Crimée ; il fut chargé de ne rien faire, à la tête d'une division, pendant la guerre d'Italie, refusa plus tard de se

battre avec M^{re} le duc d'Aumale, et, au début de la guerre de 1870, l'Empereur l'envoya en mission auprès de Victor-Emmanuel. Il s'agissait d'obtenir cent mille hommes de l'Italie ; c'était l'alliance qui devait être la conséquence de la guerre de 1859, de la cession de la Vénétie en 1866, et du mariage du prince avec la princesse Clotilde.

Le prince revint bredouille, comme on dit en terme de chasse, et ne fut ni soldat ni diplomate heureux.

Son premier acte politique fut le discours anti-clérical qu'il prononça au Sénat, avant la guerre d'Italie ; on fit à ce sujet le quatrain suivant, assez pauvre, d'ailleurs :

Le discours de Crainplon,
Vaillant prince des Gaules,
A fait baisser les fonds
Et hausser les épaules.

Plus tard, pendant le voyage de l'Empereur en Algérie, il fit un discours presque républicain en Corse, et l'Empereur revint hâtivement pour blâmer son cousin publiquement et déclarer, qu'à l'exemple de son oncle, il entendait « maintenir la discipline dans sa famille ». Il n'y réussit guère.

J'ai nommé la princesse Clotilde, « cette sainte égarée en enfer », comme on l'a dit un peu vivement. Jamais princesse ne fut plus odieusement sacrifiée à la politique. Forcée par son père d'épouser le prince Napoléon, elle se soumit en pleurant, vécut en exilée dans sa propre maison, et ne se retira à Moncalieri que lorsque les circonstances l'exigèrent en quelque sorte. Et cependant jamais femme ne fut plus dévouée, accompagnant son mari chez l'Empereur, quand l'orage grondait, servant de trait d'union avec l'Impératrice, résignée et courageuse dans sa résignation.

Lorsque, le 3 septembre 1870, l'Impératrice se sauva des Tuileries avec M. Nigra et M. de Metternich, monta en fiacre devant la porte du Louvre et se fit conduire chez son dentiste, le docteur Evans, pour quitter Paris quelques jours plus tard, la princesse Clotilde ne voulut partir qu'après avoir été certaine de la fuite de l'Impératrice. Alors elle fit atteler une calèche découverte en grande livrée, et s'en alla à la gare de Lyon, en plein jour, tranquillement accompagnée de M. Nigra, et saluée sur son passage par tous ceux qui la reconnaissaient.

Les petites réceptions de la villa pompéienne de l'avenue Montaigne, où l'on s'habillait en romains, et les dîners du Vendredi-Saint chez Sainte-Beuve, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Plus tard, pour l'excuser, les amis du prince Napoléon ont dit que ces dîners avaient lieu tous les vendredis, et que si l'on y faisait gras le Vendredi-Saint, c'était sans y penser. L'excuse n'est pas moins impertinente que l'acte lui-même, et l'idée seule de l'excuse n'est guère admissible pour un prince qui a fait baptiser ses enfants au temple maçonnique, qui cachait dans son château de Meudon les papiers de la Franc-Maçonnerie que la police impériale recherchait, et qui ne perdit pas une occasion, notamment en 1880, à propos des décrets, d'exprimer sa haine antireligieuse.

Quels sentiments l'agitent au moment de sa mort ? Nul ne le sait encore. Le cardinal Mer-

millod et le cardinal Bonaparte ont été souvent reçus par lui, en ces derniers temps, mais ce n'était peut-être pas assez pour un homme qui a nié toutes les vertus cardinales.

Le prince Napoléon était certainement doué comme peu de princes. Il savait beaucoup, écrivait très bien, parlait avec facilité, et souvent avec esprit. On se rappelle son mot au général Boulanger, quand il lui montra, à Prauzins, le sabre de Bonaparte en Egypte :

— Je vous le donnerai quand vous nous aurez rendu l'Alsace-Lorraine.

Et l'autre ne trouva rien à répondre que :

— Êtes-vous bien sûr que ce soit le même ?
Ces deux hommes étaient faits pour s'entendre, l'un et l'autre rêvant de César, et également incapables de passer le Rubicon ; plus portés vers les jouissances du pouvoir que vers sa conquête, plus ambitieux de domination que de pouvoir, plus politiques que généraux et plus retors que politiques ; toujours nerveux et jamais audacieux.

On a dit que le prince Napoléon, s'il était arrivé au pouvoir, aurait été une sorte de Néron. Je n'en crois rien. Son esprit d'analyse ne se serait jamais élevé jusqu'à la synthèse d'une tyrannie quelconque. LOUIS DE MEURVILLE.

INFORMATIONS

LA COMMISSION DU BUDGET

Naguère, la nomination de la Commission du budget était une grosse affaire. Aujourd'hui personne ne s'en préoccupe, tant est profond le dégoût de la politique ! Samedi, la Chambre a nommé la commission chargée de préparer le budget de 1892 ; la cérémonie s'est faite sans pompe et sans musique, on eût dit un mariage laïque. La grande majorité est favorable au projet ministériel ; deux membres de la Droite ont été élus ; l'année dernière il y en avait quatre : M^{rs} Freppel, MM. Jolibois, Fouquet et Reille ; seul le baron Reille a été réélu... avec M. Piou.

A. M. Piou, apôtre de la conciliation, la majorité répond : J'avais nommé quatre conservateurs, je n'en admet plus que deux ; donc je ne veux pas de conciliation. — Mais vous m'avez rendu service en désorganisant l'opposition, merci mille fois. Voilà votre salaire.

Bénéfice personnel pour M. Piou, perte pour les idées qu'il représente, en deux mots voilà l'histoire.

Le projet ministériel demande 3 milliards 218 millions, soit 54 millions de plus que l'année dernière. C'est ainsi que la République entend l'économie.

LE 1^{er} MAI

Le socialisme redouble d'audace : voici le Congrès national des ouvriers mineurs, réuni à Comentry, qui émet des prétentions exorbitantes ; journée de huit heures, augmentation de 30 p. 100 sur tous les salaires, etc. Les ouvriers des autres industries formuleront les mêmes demandes et la situation des patrons deviendra intolérable.

La grève générale est l'arme à laquelle les socialistes comptent recourir pour imposer

